

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/42446]

17 JULI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de wijziging van het organiek reglement van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het organiek reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, ONE afgekort, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, artikel 10 ;

Gelet op de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het organiek reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het besluit van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, artikel 33, § 2 ;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 20 november 2019 ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de wijziging van het organiek reglement goed, als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Brussel, 17 juli 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203173]

20 MAI 2020. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite

La Ministre de la Sécurité routière,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteurs;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 modifiant divers arrêtés portant sur l'enseignement à la conduite et les examens relatifs à la connaissance et à l'aptitude qui sont nécessaires pour conduire des véhicules;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié par les arrêtés ministériels des 3 avril 2020, 17 avril 2020, 30 avril 2020, 8 mai 2020 et 15 mai 2020;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'évolution de la situation en Belgique et de la nécessaire reprise de l'activité liée à la formation à la conduite conformément à la décision du Conseil national de sécurité fixant les différentes phases de déconfinement, fondées sur les résultats épidémiologiques qui évoluent de jour en jour;

Que les autres régions, dans le cadre de leur calendrier de reprise d'activité par phase, adoptent également des mesures de reprise générale en la matière, en reprenant les formations et examens au permis de conduire pour toutes les catégories de véhicules à partir du 25 mai ;

Qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures afin de maximaliser leur efficacité;

Qu'en outre une reprise différée en Wallonie créerait une inégalité entre les citoyens et une incitation aux wallons à se rendre dans un centre d'examen d'une autre région risquant par-là de provoquer ou d'aggraver leur engorgement;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 a nécessité des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite;

Que le confinement a provoqué la fermeture des auto-écoles, centre de formation et centres organisant les examens de conduite;

Considérant que l'évolution du contexte de crise sanitaire exceptionnelle permet de mettre fin progressivement à la suspension des activités liées à la formation à la conduite;

Que conformément aux mesures prises par le Conseil national de sécurité et au rapport du GEES (Groupe d'Experts en charge de l'Exit Strategy) qui contient une approche par phase pour le retrait progressif des mesures, le Gouvernement wallon a décidé la reprise progressive des activités en deux phases;

Que ce phasage tient compte de l'évolution de la situation de crise liées au COVID-19 et de la nécessité économique de relancer le secteur lié à la formation à la conduite,

Considérant que la première phase a débuté le 11 mai 2020 par la reprise partielle et mesurée des activités;

Que le Gouvernement wallon conditionne cette reprise à l'existence de modalités et conditions sanitaires strictes;

Qu'en effet la santé publique prévaut et doit en tout état de cause être préservée;

Considérant le guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail, mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale,

Que ce guide doit être complété par des directives au niveau sectoriel et/ou de l'entreprise, et/ou d'autres mesures appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent;

Que le port du masque est en tout état de cause recommandé à la population pour toute situation où les règles de distanciation sociale ne peuvent être respectées afin d'éviter la poursuite de la propagation du virus;

Que compte tenu du fait que la distance sociale ne permet pas toujours d'être assurée dans le cadre des activités du secteur de la formation et de l'évaluation à la conduite, le port d'un masque joue un rôle encore plus important dans la stratégie de reprise;

Que sur base du guide générique, des modalités et conditions spécifiques ont été transcrites au sein d'un guide spécifique élaboré avec tous les acteurs du secteur fixant les modalités et conditions de reprise des activités de formation et d'évaluation à la conduite d'un véhicule;

Que ce guide édicte les mesures sanitaires adéquates et les conditions suffisantes de sécurité en vue de minimiser les risques de contagion du COVID-19 au sein des centres d'exams du permis de conduire, des écoles de conduites agréées et des centres de formation agréés;

Que ces mesures et conditions doivent être scrupuleusement suivies et strictement respectées en vue d'assurer la sécurité de tous les intervenants;

Considérant que le Gouvernement wallon a donné délégation au Ministre en charge de la Sécurité routière de lever la suspension des épreuves et examens dont il n'a pas accordé l'organisation à partir du 11 mai, à la date que le Ministre déterminera selon l'évolution de la situation en raison de la crise liée au COVID-19;

Considérant la confirmation et l'adoption des étapes de déconfinement envisagées par le conseil national de sécurité;

Que le baromètre permet d'activer la seconde phase de reprise;

Qu'en conséquence, l'ensemble de l'activités de formation et d'évaluation à la conduite d'un véhicule peuvent à nouveau être organisée eu égard au respect strict des règles sanitaires édictées tant de manière générale que spécifique au secteur;

Que la suspension toujours en cours peut dès lors être levée;

Qu'en concertation avec le secteur, le guide spécifique énoncé ci-dessus est complété en vue d'édicter les modalités et conditions sanitaires de reprises des activités liées à cette seconde phase.

Considérant que les mesures seront réévaluées en fonction de l'évolution de la pandémie;

Considérant que de nombreuses personnes, et notamment les candidats qui devaient passer et obtenir leur permis de conduire pendant la période du confinement sont confrontées à l'expiration de leurs documents;

Que le Gouvernement a accompagné la suspension de l'activité par une prolongation d'office des documents arrivant à expiration, pour permettre un retour à la situation normale progressif, afin d'éviter les engorgements dans les centres;

Que le présent arrêté ajoute une prolongation en vertu de l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 susmentionné de l'attestation, d'une durée de validité d'un an, permettant à un candidat d'accéder à une session spéciale,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 1^{er} § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite, sont organisés à partir du 25 mai 2020, les épreuves et examens suivants :

1° les examens pratiques pour la catégorie B;

2° les examens pratiques de réintégration suite à une déchéance du droit de conduire d'une personne ne disposant pas préalablement d'un permis de conduire;

3° les tests sur les capacités techniques de conduite;

4° les épreuves sur la voie publique pour les catégories B+E, C1, C1+E, C, C+E, G.

Art. 2. Est automatiquement prolongée jusqu'au 30 septembre 2020 inclus, l'attestation relative à la demande de participation en session spéciale établie conformément à l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, qui expire entre le 16 mars 2020 et le 29 septembre 2020, tous deux inclus.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 25 mai 2020.

Namur, le 20 mai 2020.

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/203173]

20 MEI 2020. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding

De Minister van Verkeersveiligheid,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 tot wijziging van diverse besluiten met betrekking tot het rijonderricht en de examens betreffende de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 3 april 2020, 17 april 2020, 30 april 2020, 8 mei 2020 en 15 mei 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid waardoor het onmogelijk is het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen beperkte termijn, met name vanwege de ontwikkeling van de situatie in België en de nodige geleidelijke hervatting van de activiteit i.v.m. de rijopleiding overeenkomstig de beslissing van de Nationale Veiligheidsraad tot vaststelling van de verschillende fasen van de afbouw van de lockdown, gegrond op van dag tot dag evoluerende epidemiologische resultaten;

Dat de andere gewesten in het kader van hun gefaseerde hervattingssschema ook algemene hervattingsmaatregelen in dit verband nemen door de rijbewijsopleidingen en -examens voor alle voertuigcategorieën te hervatten vanaf 25 mei;

Dat het in algemeen belang is dat er een samenhang bestaat in het nemen van maatregelen om de efficiëntie ervan te maximaliseren;

Dat een uitgestelde hervatting in Wallonië zou leiden tot een ongelijkheid tussen de burgers en een stimulans zou zijn voor de Waalse burgers om zich naar examencentra in een ander Gewest te begeven, wat hun verzadiging zou veroorzaken of verergeren;

Overwegende dat de uitzonderlijke sanitaire crisis gebonden aan COVID-19 noodmaatregelen inzake rijopleiding heeft vereist;

Overwegende dat de lockdown heeft geleid tot de sluiting van de rij scholen, opleidingscentra en alle centra die rijexamens organiseren;

Overwegende dat de ontwikkeling van de context van uitzonderlijke gezondheids crisis het mogelijk maakt de opschorting van de activiteiten in verband met de rijopleiding geleidelijk aan te beëindigen;

Overwegende dat de Waalse Regering, overeenkomstig de maatregelen van de Nationale Veiligheidsraad en met betrekking tot de GEES (Groep van Experts die belast is met de ExitStrategie) die een gefaseerde aanpak bevatten voor de geleidelijke intrekking van de maatregelen, beslist heeft tot de geleidelijke hervatting van de activiteiten in twee fases;

Overwegende dat deze fasering rekening houdt met de evolutie van de crisissituatie in verband met COVID-19 en de economische noodzaak om de sector rijopleidingen herop te starten;

Overwegende dat de eerste fase aangevangen heeft op 11 mei 2020, via de gedeeltelijk en afgewogen hervatting van de activiteiten;

Overwegende dat de Waalse Regering deze hervatting verbindt aan de voorwaarde van het voorhanden zijn van modaliteiten en strikte sanitaire voorwaarden;

Overwegende dat de volksgezondheid immers primeert en hoe dan ook gevrijwaard dient te blijven;

Gelet op de generieke gids ter bestrijding van de verspreiding van COVID-19 op het werk, ter beschikking gesteld op de website van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

Overwegende dat deze gids aangevuld dient te worden met richtlijnen op sectoraal en/of bedrijfsniveau, en/of met andere gepaste maatregelen die een minstens gelijkwaardig beschermingsniveau aanbieden;

Overwegende dat het dragen van het masker hoe dan ook voor de bevolking aanbevolen is voor iedere situatie waar de sociale afstandsregels niet in acht kunnen worden genomen om te voorkomen dat het virus verder verspreidt;

Overwegende dat, het dragen van een masker, gelet op het feit dat de social distancing niet altijd mogelijk is in het kader van de activiteiten van de sector rijopleidingen en -evaluaties, een nog grotere rol speelt in de hervattingsstrategie;

Overwegende dat er, op basis van de generieke gids, specifieke modaliteiten en voorwaarden in een specifieke gids zijn overgenomen, uitgewerkt met alle actoren van de sector waarbij de modaliteiten en voorwaarden voor de hervatting van de rijopleidings- en evaluatieactiviteiten zijn vastgesteld;

Overwegende dat deze gids passende sanitaire maatregelen en de voorwaarden voor een voldoening gevende veiligheid uitvaardigen om de risico's op besmetting met COVID-19 te minimaliseren in de examencentra voor het rijbewijs, de erkende rij scholen en de erkende opleidingscentra;

Overwegende dat deze maatregelen en voorwaarden scrupuleus dienen te worden gevolgd en strikt dienen te worden nageleefd om de veiligheid van alle deelnemers te vrijwaren;

Overwegende dat de Waalse Regering de Minister belast met Verkeersveiligheid machtiging heeft verleend om de opschorting van de proeven en examens waarvan hij de organisatie niet heeft toegestaan vanaf 11 mei op te heffen op de datum die de Minister zal bepalen afhankelijk van de evolutie van de situatie wegens de crisis in verband met COVID-19;

Gelet op de bevestiging en de aanneming van de lockdownstappen overwogen door de Nationale Veiligheidsraad;

Overwegende dat de barometer de activering van de tweede hervattingsfase mogelijk maakt;

Overwegende dat de gezamenlijke rijopleidings- en evaluatieactiviteiten opnieuw georganiseerd kunnen worden rekening houdend met de inachtneming van de sanitaire regels die algemeen en specifiek voor de sector zijn uitgevaardigd;

Overwegende dat de nog steeds lopende opschorting bijgevolg opgeheven kan worden;

Overwegende dat bovenvermelde specifieke gids in overleg met de sector aangevuld wordt met het oog op het uitvaardigen van de modaliteiten en sanitaire voorwaarden van de hervattingen van de activiteiten in verband met deze tweede fase;

Overwegende dat de maatregelen in functie van de evolutie van de pandemie herbeoordeeld worden;

Overwegende dat talrijke personen, met name kandidaten die tijdens de lockdownperiode hun rijbewijs moesten halen, geconfronteerd worden met het verstrijken van hun documenten:

Overwegende dat de Regering de opschorting van de activiteit gekoppeld heeft aan een verlenging van ambtswege van de documenten die op het punt stonden te verstrijken om een geleidelijke terugkeer naar de normale situatie mogelijk te maken en zodoende te voorkomen dat de centra overbezet geraken;

Overwegende dat dit besluit krachtens bovenvermeld ministerieel besluit van 1 oktober 2018 een verlenging toevoegt van het, één jaar geldige, attest waardoor een kandidaat toegang krijgt tot een bijzondere zitting,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 1, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding worden te rekenen van 25 mei 2020 volgende proeven en examens georganiseerd:

1° de praktische examens voor categorie B;

2° de praktische herstelexamens ten gevolge van een verval van het recht tot sturen van een persoon die voorafgaandelijk niet over een rijbewijs beschikte;

3° de testen over de technische rijvaardigheden;

4° de proeven op de openbare weg voor categorieën B+E, C1, C1+E, C, C+E, G.

Art. 2. Tot en met 30 september 2020 wordt automatisch verlengd, het attest betreffende de aanvraag tot deelname in een bijzondere zitting, vastgesteld overeenkomstig bijlage 3 bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen, dat verstrijkt tussen 16 maart 2020 en 29 september 2020, beide data inbegrepen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 25 mei 2020.

Namen, 20 mei 2020.